
Cinquième Réunion du Comité Régional pour l'Afrique**30 août - 1er septembre 2023****Kigali, Rwanda**

Rapport de la cinquième réunion du Comité régional pour l'Afrique

Résumé

Le document de travail contient le rapport de la cinquième réunion du comité régional de l'ASI pour la région Afrique.

Rapport de la cinquième réunion du comité régional de l'ASI pour la région Afrique

Point 1. Ouverture de la réunion

1. Le Vice-président régional et président du Comité régional de l'ASI pour la région Afrique, la République fédérale de Somalie, a ouvert la réunion en souhaitant la bienvenue au co-vice-président régional, la République du Mali, aux ministres, ambassadeurs, hauts commissaires et chefs de délégation des pays membres, signataires et potentiels de l'ASI dans la région Afrique, à d'autres excellences et au directeur général de l'ASI.
2. Le président a souligné l'important potentiel solaire de l'Afrique, qui reçoit une irradiation solaire moyenne annuelle de 2119 kilowattheures par mètre carré, ce qui indique un potentiel technique solaire de 7900 GW pour le continent. Bien que l'Afrique détienne 60 % des ressources solaires mondiales, elle ne contribue que pour 1 % à la capacité photovoltaïque solaire installée dans le monde. Le vice-président a mentionné des pays comme l'Afrique du Sud, le Maroc et l'Égypte qui sont à la pointe du développement de l'énergie solaire, avec une croissance récente observée. En 2022, 49 pays africains prévoient des capacités d'au moins 1 MW d'énergie solaire, et 29 pays dépassent les 100 MW.
3. Reconnaissant les défis à venir, le président a souligné la nécessité de s'attaquer aux obstacles en matière de financement, d'infrastructure et de réglementation. La collaboration entre les gouvernements, les entreprises privées et les communautés locales a été soulignée comme étant cruciale pour libérer tout le potentiel de l'énergie solaire en Afrique. Le vice-président a salué le rôle de l'Alliance Solaire Internationale dans la promotion de la collaboration internationale pour le développement durable. L'ASI, par son engagement, vise à catalyser la transition vers l'énergie propre dans toute la région grâce à neuf programmes complets couvrant divers secteurs, notamment l'agriculture, la santé, les transports, le stockage et l'hydrogène vert.
4. Le vice-président régional et président a félicité l'ASI pour ses efforts inlassables en faveur de la transition énergétique mondiale. Les initiatives notables suivantes lancées par l'ASI ont été partagées avec le comité.
 - Les centres de ressources pour les applications de la technologie solaire ou STAR-C doivent servir de centres de formation et de centres d'excellence pour les essais et l'élaboration de spécifications et de normes, ainsi que de centres d'information pour aider les gouvernements et le secteur privé à réaliser des projets dans le domaine de l'énergie solaire.
 - Facilité de financement solaire pour soutenir le développement de projets solaires bancables et stimuler le financement par le biais de véhicules de financement.
 - *SolarX Start-up Challenge* pour incuber les start-up de l'énergie solaire en les aidant à accéder aux fabricants, aux fournisseurs et aux investisseurs.
5. Le président a invité son Excellence le Dr Ajay Mathur, directeur général de l'ASI, à prononcer son allocution.

6. Le directeur général de l'ASI a remercié la présidence et, au nom du secrétariat de l'ASI, a souhaité la bienvenue aux ministres, ambassadeurs, hauts commissaires et chefs de délégation des pays membres, signataires et potentiels de l'ASI dans la région Afrique, ainsi qu'à d'autres personnalités éminentes. Il a remercié tout particulièrement la République du Rwanda d'avoir accueilli cette réunion cruciale.
7. Le directeur général de l'ASI s'est réjoui de la diversité des pays réunis pour favoriser la coopération et le dialogue en Afrique. Il a salué les progrès de l'Afrique en matière de technologie solaire, soulignant les avancées dans le domaine des cellules photovoltaïques, du stockage de l'énergie et de l'intégration au réseau. Ces progrès ont fait de l'énergie solaire une alternative plus abordable et plus durable, moins chère que les options diesel. Le directeur général a insisté sur le besoin crucial de capital initial, soulignant la collaboration avec les institutions financières pour obtenir des financements avec des conditions de prêt et des taux d'intérêt favorables.
8. Reconnaisant le potentiel solaire des pays africains, en particulier de l'Égypte, de l'Algérie, du Maroc, du Sénégal et du Mali, qui sont en tête avec 62 % de la capacité solaire totale installée, le directeur général a souligné la mission de l'ASI, qui est de façonner un avenir alimenté par l'énergie solaire pour la région et au-delà. Le défi urgent du changement climatique a été mis en évidence, et le directeur général a souligné l'importance de partager les meilleures pratiques et de mettre en œuvre des stratégies communes pour atténuer ses impacts.
9. Le directeur général a souligné l'importance de lever les obstacles à l'adoption de l'énergie solaire, de promouvoir des financements innovants et d'améliorer les initiatives de renforcement des capacités. L'exploitation de l'expertise collective est considérée comme essentielle pour libérer tout le potentiel de l'énergie solaire et contribuer de manière substantielle à l'atténuation du changement climatique.
10. En outre, le directeur général a fait part de son intention de soutenir 20 start-up africaines dans le domaine de l'énergie solaire, en leur apportant une aide financière, un soutien technologique et une assistance en matière de stratégie de marque, dans le but de les transformer en entreprises prospères. Tous les délégués ont été remerciés et le directeur général a souligné l'importance de la réunion pour travailler ensemble à l'avènement d'un monde alimenté par l'énergie solaire, faisant de cette réunion du comité un succès retentissant.
11. Le président, tout en remerciant le directeur général de l'ASI, a exprimé sa gratitude envers la région Afrique pour son adhésion active et son soutien constant à l'Alliance. Il a encouragé le Secrétariat de l'ASI à renforcer son engagement auprès des membres au niveau régional. Le Président a souhaité une nouvelle fois la bienvenue à tous les participants à la Cinquième Réunion du Comité Régional, exprimant l'espoir d'une session productive et réussie au bénéfice de l'accès à l'énergie et de la transition énergétique dans la région.
12. En tant que vice-président et président du comité régional de l'ASI pour la région Afrique, il a officiellement ouvert la réunion, la déclarant en session.

Point 2. Adoption de l'ordre du jour

18. Le Président invite le Comité régional à examiner l'ordre du jour provisoire de la cinquième réunion du Comité régional de l'ASI pour la région Afrique, tel qu'il figure dans le document de travail ISA/RCA.05/WD.01, et à apporter ses contributions et ses conseils.
- 19. Le Comité régional a adopté l'ordre du jour provisoire de la cinquième réunion du Comité régional de l'ASI pour la région Afrique, tel qu'il figure dans le document de travail ISA/RCA.05/WD.01.**

Point 3. Rapport sur les mesures prises lors de la quatrième réunion du comité régional de l'ASI pour la région Afrique

20. Le président présente le point suivant de l'ordre du jour : le rapport sur les mesures prises lors de la quatrième réunion du comité régional de l'ASI la région Afrique, qui se trouve dans le document de travail ISA/RCA.05/WD.03. Ce rapport décrit les actions du Secrétariat de l'ASI en réponse aux recommandations du comité formulées lors de la quatrième réunion en 2022. Le président reconnaît les efforts du secrétariat dans la mise en œuvre de ces recommandations et invite les membres du comité à examiner le rapport et à faire part de leurs commentaires et de leurs conseils.
21. L'honorable représentante de la République du Rwanda a noté que le rapport sur les mesures prises mentionnait que le secrétariat de l'ASI travaillait sur un rapport relatif à la gestion des déchets solaires, dont les recommandations serviraient de conseil politique pour la République de l'Inde. Elle a demandé que ce rapport aborde le défi mondial, en se concentrant particulièrement sur le continent africain.
22. En réponse, le directeur général de l'ASI a expliqué que le rapport mentionné s'inspirait des expériences du sous-continent indien. Il a assuré qu'il serait développé dans un document régional afin d'englober des perspectives plus larges, compte tenu notamment des défis uniques auxquels est confronté le continent africain.
23. L'honorable représentant de la République fédérale du Nigeria a mentionné que lors de la réunion précédente à Addis-Abeba, une proposition avait été discutée concernant l'agrégation de projets dans différents pays et le lancement d'un appel d'offres commun. Toutefois, cette proposition n'a pas été reflétée dans le rapport sur les mesures prises qui a été présenté.
24. En réponse, le directeur général de l'ASI s'est sincèrement excusé et a demandé au secrétariat de l'ASI d'inclure la proposition mentionnée dans le rapport. Il a également fait part d'une expérience vécue il y a quelques années, lorsque le secrétariat de l'ASI avait tenté une initiative similaire pour regrouper la demande de pompes solaires dans les pays membres de l'ASI. Le secrétariat avait rencontré des difficultés en raison de la diversité des législations locales et des politiques d'approvisionnement dans chaque pays.
25. Dans ce cas précis, il a expliqué qu'au lieu de lancer un appel d'offres pour l'achat direct de pompes,

ils avaient lancé un processus d'appel d'offres pour un mécanisme de découverte des prix. Cette approche a permis aux pays de déterminer le meilleur prix pour l'achat. Par la suite, les pays membres ont procédé à l'achat des pompes selon leurs propres méthodes, en utilisant le prix découvert comme point de référence

26. Le président a demandé au secrétariat de l'ASI d'en prendre note.

27. En l'absence d'autres interventions, le président passe à l'ordre du jour suivant.

Point 4. Rapport du directeur général sur les programmes et activités de l'ASI

28. Le président a annoncé le point suivant de l'ordre du jour : le rapport du directeur général sur les programmes et activités de l'ASI, en soulignant que la cinquième session de l'Assemblée de l'ASI avait approuvé le plan stratégique quinquennal de l'ASI pour la période 2021-2026. Ce plan sert de feuille de route complète pour remplir le mandat de l'ASI décrit dans son accord-cadre.

29. Le président a invité le secrétariat de l'ASI à présenter une vue d'ensemble des progrès réalisés dans le cadre du plan stratégique quinquennal et à donner un aperçu des activités à venir.

30. Le directeur général de l'ASI a exprimé sa gratitude pour l'approbation du plan stratégique quinquennal par la cinquième session de l'assemblée de l'ASI. Ce plan oriente les efforts de l'ASI en matière d'accès à l'énergie, de sécurité énergétique et de transition énergétique. Parmi les réalisations notables, on peut citer :

Assistance en matière de politique et de renforcement des capacités : L'ASI a formé 3 510 personnes et a créé des centres STAR-C dans sept pays. La collaboration avec l'ONUDI vise à renforcer les normes photovoltaïques et solaires thermiques. La recherche sur les mini-réseaux durables en Afrique est en cours, et l'engagement du secteur privé est prévu pour 2023. Il a annoncé que le premier centre STAR a été lancé en Éthiopie en octobre 2022.

Soutien programmatique : L'ASI a engagé les pays membres et a progressé dans 6 des 27 projets financés.

Soutien à l'analyse et au plaidoyer : L'ASI a publié le rapport *Ease of Doing Solar* (EoDS) pour 2022, évaluant les principaux moteurs dans chaque pays membre. Des rapports phares sur les investissements solaires, les marchés et la technologie ont été publiés, avec des deuxième éditions prévues pour 2023. Le rapport sur la résilience de la chaîne d'approvisionnement mondiale a été lancé lors de la réunion ministérielle sur l'énergie propre à Goa.

Gouvernance et gestion opérationnelle : L'ASI plaidera en faveur de l'énergie solaire lors de la COP28, visant à nommer leur pavillon "*The Solar Hub*" à cette fin.

31. Le directeur général de l'ASI a salué l'enthousiasme et la coopération des pays membres, qui ont permis d'accélérer les travaux de l'ASI et d'aboutir à des mesures concrètes ayant un impact positif sur l'ensemble des pays membres. Il a également invité les membres à participer et à accueillir des sessions sur l'énergie solaire au Hub.

32. Le directeur général de l'ASI a invité le secrétariat de l'ASI à faire une présentation détaillée à ce sujet.

33. Le secrétariat de l'ASI a fait une présentation détaillée des progrès réalisés dans le cadre du plan

stratégique quinquennal et a donné un aperçu des activités à venir.

34. Le président remercie le secrétariat de l'ASI pour sa présentation et invite les participants à formuler des commentaires et des interventions sur ce point de l'ordre du jour.
35. Le représentant de la République de l'Ouganda a félicité le secrétariat de l'ASI pour son excellent travail. Il a souligné l'opportunité significative que l'Afrique a eue grâce à l'établissement et à la mise des progrès réalisés par de multiples pools énergétiques régionaux. Au cours de la présentation, il a mis en lumière un exemple spécifique d'initiatives de renforcement des capacités entreprises par le secrétariat de l'ASI pour le Pool énergétique d'Afrique de l'Ouest.
36. En outre, il a souligné que le pool énergétique de l'Afrique de l'Est, qui relie les principales régions d'Afrique, en était à sa phase initiale. Il a appelé à la mise en place d'un système tourné vers l'avenir afin d'étendre efficacement ces initiatives. Le représentant a exprimé un vif intérêt pour l'hydrogène vert, reconnaissant son vaste potentiel pour l'Afrique. Il a noté que, bien qu'il y ait eu de nombreuses discussions sur le financement innovant des projets solaires, la plupart des fonds proviendraient d'organisations internationales telles que la Banque mondiale.
37. Abordant un problème récent, il a mentionné les nouvelles lois adoptées par le gouvernement ougandais, qui ont fait obstacle au financement international en raison des préoccupations liées à l'homosexualité. Il a exhorté les membres du comité régional à rechercher des financements au-delà des organisations internationales et à s'efforcer de mobiliser des fonds tout en respectant et en protégeant les droits, la foi, la culture et l'intégrité de la République d'Ouganda et de la région africaine.
38. Il a souligné les intérêts communs et partagés de la région et a exhorté les membres à rechercher activement des mécanismes de financement alternatifs qui correspondent aux intérêts de la région.
39. Le représentant de la République unie de Tanzanie a exprimé sa gratitude envers le directeur général de l'ASI, le vice-président et le président de la République fédérale de Somalie, ainsi que l'hôte de la réunion du comité régional, la République du Rwanda. Il a demandé des éclaircissements sur les critères utilisés pour sélectionner les pays membres et les candidats aux initiatives de renforcement des capacités de l'ASI.
40. Tout en félicitant l'ASI pour ses efforts en matière de soutien aux projets, il s'est enquis des mécanismes de suivi et d'évaluation mis en place pour les initiatives de renforcement des capacités et de soutien aux projets. En ce qui concerne le soutien programmatique, il a souligné l'aspect positif de l'adhésion de nombreux pays aux réseaux électriques régionaux. Il s'est félicité que l'ASI se concentre sur des projets substantiels et ambitieux, soulignant la nécessité d'initiatives à grande échelle et d'un soutien à l'énergie solaire. Il a reconnu les défis auxquels sont confrontées de nombreuses nations africaines, en particulier leur capacité limitée de production d'électricité, et a souligné la nécessité cruciale d'augmenter la production d'électricité.
41. En outre, il a souligné l'urgence de diversifier le bouquet énergétique, notant que la plupart des pays d'Afrique dépendent fortement de sources telles que l'hydroélectricité et le gaz naturel. Il a réitéré l'invitation faite à l'ASI de conceptualiser des projets significatifs visant non seulement à lutter contre

le changement climatique, mais aussi à améliorer les conditions de vie et à éradiquer la pauvreté dans la région.

42. Le Directeur Général de l'ASI a répondu en appréciant l'idée de travailler avec les pools énergétiques. Il a informé le comité que le secrétariat de l'ASI avait rendu visite au pool énergétique d'Afrique de l'Ouest en République du Bénin et avait signé un protocole d'accord avec lui. Il a ajouté que l'ASI serait ravie de travailler également avec le pool énergétique d'Afrique de l'Est.
43. En réponse aux remarques des honorables représentants sur l'hydrogène vert, le directeur général de l'ASI a informé la commission que le secrétariat de l'ASI avait mené des recherches sur le potentiel de la région Mauritanie-Maroc, de l'Afrique du Sud, de la Namibie et de l'Égypte. Il a déclaré que l'ASI serait tout à fait disposée à étudier des initiatives similaires pour d'autres régions également.
44. En réponse aux remarques des honorables représentants sur l'innovation dans la finance, le directeur général de l'ASI a exprimé son accord, soulignant la nécessité d'efforts de collaboration pour se concentrer sur la finance durable. Il a souligné l'importance des stratégies financières qui peuvent durer et rester résistantes même en cas de changement de politique.
45. En réponse à la question des honorables représentants concernant les critères de sélection des candidats et des pays membres pour les initiatives de renforcement des capacités, le directeur général de l'ASI a informé le comité que l'ASI acceptait actuellement les propositions des personnes intéressées. Il a également mis l'accent sur une mise en garde concernant les centres STAR, mentionnant qu'ils sont établis à la suite d'un rapport de projet détaillé (RDP) aligné sur une feuille de route solaire spécifique au pays. En outre, il a souligné que l'ASI serait tout à fait disposée à soutenir et à aider tout pays souhaitant bénéficier d'une assistance dans l'élaboration d'une telle feuille de route.
46. En réponse à la question des honorables représentants concernant les mécanismes de suivi et d'évaluation en place, le directeur général a souligné que la durabilité des projets et des initiatives était primordiale pour l'ASI. Il a précisé que, dans le cadre des engagements actuels, les projets sont financés par l'ASI, mais que leur exploitation et leur maintenance relèvent de la responsabilité du pays hôte.
47. L'honorable représentant du Burkina Faso a exprimé sa gratitude et a attiré l'attention sur un problème important. Bien que l'Afrique dispose de l'ensoleillement le plus élevé au monde, elle ne représente qu'un pour cent de la capacité totale installée. Il a attribué ce problème au manque de capacités nationales en matière de fabrication et de développement et a insisté sur la nécessité urgente de développer ces capacités. Il a insisté sur le fait que le développement des capacités nationales permettrait d'obtenir des prix compétitifs, ce qui constituerait un défi majeur pour la région.
48. En outre, il a salué la mission de l'ASI visant à améliorer l'accès à l'énergie et a mis l'accent sur une préoccupation majeure : la connectivité au réseau. Il a demandé si le secrétariat de l'ASI apporterait un soutien dans ce domaine, soulignant l'importance de la connectivité du réseau pour garantir un accès effectif à l'énergie.

49. L'honorable représentant de la République arabe d'Égypte a demandé au secrétariat de l'ASI de fournir ainsi qu'une mise à jour des initiatives en matière de stockage de batteries et d'hydrogène vert.
50. L'honorable représentant de la République fédérale du Nigeria a exprimé sa gratitude au pays hôte, le Rwanda, et au secrétariat de l'ASI pour l'organisation de cette importante réunion. Il a fait remarquer que les pays pouvaient avoir des sources différentes pour la production d'hydrogène et a estimé qu'il fallait reconsidérer la couleur de la répartition de l'hydrogène, en soulignant une discussion récente lors de la réunion du G20.
51. L'honorable représentante de la République fédérale du Rwanda a demandé une mise à jour sur la Facilité solaire mondiale, s'enquérant plus particulièrement de la taille du fonds et des dispositions pour l'Afrique. Elle a également demandé des éclaircissements sur le mécanisme déterminant l'allocation et les montants du fonds. Tout en reconnaissant les progrès réalisés par le secrétariat de l'ASI dans le cadre de projets de démonstration, elle a insisté sur le fait que les changements les plus significatifs viendraient d'initiatives solaires à grande échelle.
52. En outre, elle s'est enquis de l'état des contributions volontaires des membres du Comité régional et les a exhortés à relever le défi de contribuer au maximum à la contribution volontaire annuelle. Elle a insisté sur l'importance de rendre la pareille, soulignant qu'il est aussi crucial de donner que de recevoir.
53. L'honorable représentant de la République du Malawi a exprimé sa gratitude à l'hôte, la République du Rwanda, et au secrétariat de l'ASI, reconnaissant en particulier les efforts du DG de l'ASI pour la conduite de la réunion. Il a fait une observation concernant le soutien réglementaire fourni par l'ASI aux pays les moins avancés (PMA) et aux petits États insulaires en développement (PEID). Il a souligné qu'il était désormais impératif de créer un organisme spécialisé au niveau régional. Cet organe serait composé de membres de diverses autorités réglementaires nationales et régionales et aurait pour mission d'élaborer de futurs plans d'action, de les mettre en œuvre et de résoudre les différends de manière efficace.
54. L'honorable représentant de la République du Sénégal a exprimé sa gratitude à tous et a souligné que la production d'énergie à partir de sources renouvelables est une priorité absolue pour son gouvernement. Il a cité l'exemple des lampadaires solaires, ainsi que les préoccupations qui en découlent. Il s'est inquiété de l'absence de cadres établis pour le recyclage des déchets à la fin du cycle de vie de ces systèmes.
55. Il a invité le secrétariat de l'ASI à relever ce défi et a suggéré que l'expérience européenne, où les fabricants sont mandatés et responsables du recyclage, pourrait fournir des indications précieuses.
56. L'honorable représentant de la République fédérale de Somalie, tout en remerciant tout le monde, a demandé si les formations envisagées lors de la dernière réunion du comité régional étaient organisées virtuellement ou en personne. Il a souligné l'importance d'organiser davantage de sessions de formation en personne.
57. L'honorable représentant de la République fédérale démocratique d'Éthiopie a exprimé sa gratitude

et a souligné le rôle important joué par ses membres dans la promotion de l'énergie solaire. Il a insisté sur l'importance d'une plus grande intégration dans le réseau, soulignant le vaste potentiel inexploité de l'intégration de l'énergie solaire. Le représentant a noté que le pool énergétique d'Afrique de l'Est offrait une excellente opportunité pour cette intégration.

58. En outre, ils ont souligné qu'en dépit du potentiel élevé de l'énergie solaire en Afrique, de nombreux pays ne disposaient pas des cadres réglementaires nécessaires. Cette absence a conduit à des tarifs élevés, qui constituent des obstacles à la participation du secteur privé aux initiatives dans le domaine de l'énergie solaire. Il a demandé au secrétariat de l'ASI d'œuvrer en faveur du transfert de technologies pour l'énergie solaire et de s'efforcer de réduire ces obstacles.
59. Le président a invité le directeur général de l'ASI à répondre aux interventions des honorables représentants des pays membres.
60. Le directeur général de l'ASI a exprimé sa gratitude à la présidence et a salué la diversité des commentaires et des observations formulés.
61. En réponse à la question de la réduction du coût de l'énergie solaire et de l'amélioration de l'accès grâce à la pénétration du réseau, il est tout à fait d'accord pour dire qu'il est essentiel de mettre l'accent sur la réduction des coûts de l'énergie solaire. En ce qui concerne l'amélioration de l'accès par la pénétration du réseau, il a souligné deux défis principaux. Le premier est lié à la fabrication des équipements, un domaine que l'ASI a commencé à aborder. Le second défi concerne la fourniture d'électricité, un aspect sur lequel l'ASI s'est concentrée.
62. Il a mis l'accent sur le scénario d'investissement mondial, notant une augmentation de 250 milliards de dollars en 2022 à 350 milliards de dollars cette année. Toutefois, il a souligné une tendance inquiétante : malgré cette croissance substantielle, 70 % de tous les investissements sont allés à des projets solaires à grande échelle dans les pays de l'OCDE et en Chine. L'Afrique n'a reçu que 3 % du financement mondial disponible. Il a plaidé en faveur d'investissements dans les mini-réseaux et les micro-réseaux, les systèmes de toiture, l'agro-photovoltaïque et d'autres solutions d'énergie renouvelable distribuées et décentralisées.
63. Le directeur général a informé le comité d'une étude menée par le secrétariat de l'ASI, qui révèle que l'extension du réseau est toujours plus coûteuse que l'approvisionnement des communautés éloignées par des systèmes solaires et des systèmes à batterie. Il a vivement recommandé de donner la priorité à ces systèmes plutôt qu'à l'extension de la pénétration du réseau afin d'améliorer l'accès à l'énergie. Il a réitéré l'engagement de l'ASI à poursuivre sa collaboration avec l'Afrique pour atteindre cet objectif.
64. En réponse aux préoccupations des honorables représentants concernant les déchets électroniques et le recyclage, le directeur général de l'ASI a souligné que cette question était d'une importance capitale pour l'ASI. Il a souligné le défi posé par l'évolution de la technologie et des offres du marché, en citant l'exemple des panneaux solaires fabriqués il y a vingt-cinq ans qui ont considérablement changé par rapport aux modèles actuels et qui continueront d'évoluer à l'avenir.
65. Il a posé des questions cruciales : que faut-il recycler exactement et comment peut-on le faire

efficacement ? Reconnaisant le rôle de la réglementation, il a souligné l'expérience européenne en matière de responsabilité élargie des producteurs et a plaidé en faveur de la nécessité d'établir des normes mondiales pour faciliter les processus de recyclage.

66. En réponse aux observations des honorables représentants sur l'hydrogène vert, le directeur général de l'ASI a reconnu que l'hydrogène vert pourrait ne pas être une option viable pour tous les pays en raison de facteurs et de dynamiques spécifiques au contexte qui déterminent son efficacité. Il a souligné l'importance des grands marchés pour sa viabilité commerciale.
67. Le directeur général a exprimé le soutien du secrétariat de l'ASI aux pays membres désireux d'explorer la possibilité de l'hydrogène vert, soulignant la volonté de l'organisation d'aider les nations désireuses de s'engager dans cette voie.
68. En réponse à la question des honorables représentants concernant les contributions volontaires annuelles, le directeur général de l'ASI a informé le comité que tous les pays membres avaient donné leur accord à l'unanimité lors de la dernière assemblée. Les montants des contributions attendues des pays membres sont les suivants : 10 000 dollars pour les PMA et les PEID, 25 000 dollars pour les pays en développement et 50 000 dollars pour les pays développés. Il a également informé l'assemblée qu'à ce jour, le secrétariat de l'ASI n'a reçu de contributions que de la République de l'Inde, des États-Unis d'Amérique, de la République française, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume du Danemark. Il a vivement encouragé tous les membres à contribuer à soutenir l'ASI dans sa mission de fournir des services précieux à ses pays membres.
69. En réponse à la question des honorables représentants concernant les cadres réglementaires, le DG de l'ASI a expliqué que chaque pays a un contexte et un historique réglementaire qui lui sont propres. Il a présenté l'équipe juridique du secrétariat de l'ASI, en soulignant les efforts qu'elle déploie actuellement dans ce domaine. Il s'est engagé à ce que l'ASI continue à collaborer avec les pays afin de fournir un soutien réglementaire personnalisé adapté aux besoins spécifiques de chaque pays. Il a souligné l'importance de structures et de mécanismes réglementaires solides, en insistant sur leur rôle dans le renforcement de la confiance des investisseurs. Il a également ajouté que les régimes de subvention actuels dans les pays respectifs doivent être revus et structurés pour permettre également la participation du secteur privé.
70. En réponse aux observations des honorables représentants sur la formation et le renforcement des capacités, le directeur général de l'ASI a souligné l'importance primordiale de cet objectif. Il a souligné la nécessité d'aligner les efforts de formation et de renforcement des capacités sur les feuilles de route solaires, en garantissant l'acquisition de compétences adaptées aux domaines spécifiques importants pour chaque pays. Il a réitéré l'engagement de l'ASI à aider les pays membres à élaborer des feuilles de route solaires, en veillant à ce que les bonnes compétences soient développées pour les bons emplois. Il a également informé le Comité, par l'intermédiaire du Secrétariat de l'ASI, que 60 candidats du *West African Power Pool* avaient été formés en personne et que le reste avait fait l'objet de formations virtuelles.
71. L'honorable représentant de la République de l'Ouganda a souligné l'importance du pilier stratégique no. 3 de l'ASI - Soutien en matière d'analyse et de plaidoyer. Il a fait remarquer que l'Afrique a toujours été un consommateur de technologies et de solutions, mais qu'il est désormais

temps pour le continent de devenir un producteur et un fournisseur. Il a souligné l'importance de la création de connaissances et de la recherche en Afrique et a demandé le soutien du Secrétariat de l'ASI pour le transfert de technologies et le développement de solutions africaines visant à réduire les tarifs et les coûts.

72. L'honorable représentant de la République de Côte d'Ivoire a demandé des informations concernant le recrutement du personnel au secrétariat de l'ASI. Il s'est plus particulièrement enquis de la représentation des pays francophones parmi les vingt-et-un membres du personnel qui auraient été recrutés, comme indiqué dans le compte rendu de la dernière Assemblée.
73. L'honorable représentant de la République de Côte d'Ivoire a exprimé sa gratitude à tous et a félicité le secrétariat de l'ASI d'avoir organisé la réunion. Il a demandé le soutien du Secrétariat de l'ASI en ce qui concerne l'assistance technique et le processus de demande. En outre, il a souligné la nécessité d'adapter la technologie solaire au contexte africain, avec des technologies capables de fonctionner sur les différents terrains et défis du continent africain. Il a proposé que le secrétariat de l'ASI réalise une étude conjointe afin de contribuer à l'élaboration de ces solutions adaptées au contexte.
74. En réponse aux observations des honorables représentants sur le pilier stratégique de l'ASI no. 3 - Soutien en matière d'analyse et de plaidoyer et à leur demande d'assistance technique, le DG de l'ASI a exprimé le plein soutien et la coopération du secrétariat de l'ASI pour la réalisation d'études. S'appuyant sur son expérience personnelle, il a souligné l'importance de la pertinence de la recherche et de la prise en compte des défis et des besoins de l'Afrique. Tout en reconnaissant que la demande de panneaux solaires devrait augmenter de trois à huit fois par rapport à la demande actuelle, il a expliqué que les aspects économiques de la fabrication de cellules solaires posaient un problème. En raison de la présence de quelques grands acteurs sur le marché mondial, les nouvelles capacités de production peinent à être compétitives en termes de coûts.
75. Il a ajouté que si les possibilités de création d'emplois dans le secteur de la fabrication de cellules solaires sont limitées, la mise en place de capacités de fabrication de modules solaires présente un potentiel prometteur. Il a reconnu que cette entreprise nécessiterait également un soutien politique et des études exploratoires pour mieux comprendre les possibilités économiques.
76. En réponse à la question des honorables représentants concernant la représentation des candidats francophones pour le recrutement du personnel de l'ASI, le DG de l'ASI a informé le comité que le secrétariat de l'ASI avait reçu trois candidatures de francophones, dont une a été recrutée avec succès. Il a réitéré l'engagement de l'ASI à attirer les bons talents et a souligné les efforts en cours pour renforcer la sensibilisation par le biais d'annonces dans les nations francophones également.
77. Le président a remercié les honorables représentants des différents pays pour leurs interventions et le DG, ASI pour ses remarques.
78. Aucune autre intervention n'étant proposée, le président passe au point suivant de l'ordre du jour.

Point 5. L'initiative STAR-C de l'ASI

79. Le président a présenté le point de l'ordre du jour concernant l'initiative STAR-C de l'ASI, en soulignant son importance pour faciliter le transfert de technologies et le renforcement des

capacités dans le domaine de l'énergie solaire entre les pays membres. L'initiative vise à être une plaque tournante pour la recherche, le développement et la diffusion des technologies solaires, en encourageant les collaborations avec diverses parties prenantes. Le renforcement des capacités et les efforts de recherche sont au cœur de sa mission.

80. Le président a souligné que des détails sur l'initiative STAR-C étaient fournis dans le document de travail **ISA/RCA.05/WD.05**.
81. Le DG de l'ASI a informé le Comité que le Secrétariat de l'ASI a mis en œuvre le renforcement des capacités dans les pays où des feuilles de route ont été établies. L'accent est mis sur les domaines identifiés dans ces feuilles de route, en particulier par l'intermédiaire des centres STAR. Il a demandé au secrétariat de l'ASI de fournir une vue d'ensemble des initiatives de renforcement des capacités en général, avec un accent particulier sur les centres STAR.
82. Le président a demandé au secrétariat de l'ASI de faire le point sur l'état d'avancement de l'initiative STAR-C.
83. Le secrétariat de l'ASI a présenté un exposé détaillé faisant le point sur l'initiative STAR-C.
84. Le président reconnaît la popularité de l'initiative STAR-C et invite les participants à formuler des commentaires et des interventions sur ce point de l'ordre du jour.
85. L'honorable représentant de la République d'Ouganda a proposé la création d'un centre d'excellence pour le développement de l'énergie solaire en Afrique. Il a souligné l'importance d'équiper les centres STAR et de développer les ressources humaines. Cette approche globale, comprenant des installations de recherche et d'incubation, a été jugée cruciale. Le représentant a souligné la nécessité pour l'Afrique de se concentrer sur l'incubation, en veillant à ce que les technologies extérieures soient adaptées aux situations locales. Il a félicité le secrétariat de l'ASI pour ses efforts et a souligné l'importance de la collaboration à cet égard.
86. L'honorable représentant de la République togolaise a demandé au secrétariat de l'ASI des éclaircissements sur les critères de sélection des pays pour la phase pilote des centres STAR. Il a demandé des éclaircissements sur la base de la sélection de ces pays.
87. L'honorable représentant de la République du Niger a exprimé sa gratitude au gouvernement du Rwanda pour son accueil chaleureux et a apprécié le travail accompli par le secrétariat de l'ASI dans la présentation du document. Il a informé le comité que la République du Niger a complété ses documents formels d'expression d'intérêt pour les centres STAR. Il a mentionné que ces documents seront envoyés au Secrétariat de l'ASI dans les prochains jours. Il a remercié tout le monde pour leur participation à la cinquième réunion du comité régional.
88. L'honorable représentant de la République unie de Tanzanie a félicité le secrétariat de l'ASI pour cette initiative. Il a recommandé que cette initiative, qui promeut la technologie solaire, ne soit pas simplement une demande mais un plan stratégique de l'ASI. Il a suggéré qu'au fil du temps, il y ait un plan pour s'assurer que tous les pays membres ont accès à ces centres STAR pour développer, maintenir des projets et faire avancer la technologie.

89. L'honorable représentant de la République fédérale démocratique d'Éthiopie a exprimé sa gratitude pour la contribution de l'ASI à l'Éthiopie. Il a souligné le vaste potentiel solaire de l'Afrique, mais a relevé les défis liés à l'exploitation et au stockage de l'énergie solaire. Il a insisté sur la nécessité de la recherche et du renforcement des capacités, notamment en ce qui concerne les systèmes de stockage des énergies renouvelables. Il a indiqué qu'un centre STAR avait été créé à l'université d'Addis-Abeba, l'une des plus grandes et des plus anciennes universités d'Éthiopie. Les innovations ont commencé et l'équipement nécessaire est en cours d'expédition. Il prévoit que les activités de formation commenceront dans les trois prochains mois.
90. L'honorable représentant de la République du Bénin a informé la commission de la création d'un centre STAR au Bénin et a indiqué que les processus nécessaires et le protocole d'accord étaient en cours. Toutefois, une préoccupation a été soulevée concernant la durée spécifiée dans le protocole d'accord. En particulier, ils ont souhaité savoir si l'initiative serait renouvelable chaque année ou tous les deux ans.
91. L'honorable représentant de la République de Djibouti a noté que certains pays ont déjà mis en œuvre cette initiative et disposent d'un centre STAR opérationnel, ce qui sera bénéfique pour les ressources humaines djiboutiennes impliquées dans la technologie solaire. La proposition avancée était que les pays actuellement en train de mettre en place des centres STAR aient la possibilité de participer et d'utiliser les centres opérationnels déjà en place, ce qui serait une mesure utile pour s'assurer que le personnel de tous les pays puisse atteindre le même niveau de compétence.
92. L'honorable représentant de la République de Madagascar a exprimé son accord avec l'honorable représentant de la République de Djibouti. Il a proposé de créer un pool régional en utilisant les centres STAR existants et d'étendre ce pool à l'avenir pour couvrir des régions spécifiques. Selon lui, cette approche permettrait d'accélérer le processus de formation.
93. En outre, il a souligné l'importance de la bonne gouvernance, suggérant l'inclusion de la société civile dans la liste des acteurs à former. Il a également informé le Comité que Madagascar a entamé le processus et a demandé des éclaircissements sur la procédure de mise en œuvre.
94. L'honorable représentant du Burkina Faso a exprimé le besoin de clarifier le fonctionnement des centres STAR. Il a demandé si ces centres fonctionneraient sur une base régionale ou si chaque pays aurait son propre STAR-C. Il a également demandé des informations sur l'emplacement géographique de ces centres. En outre, il a demandé des informations sur l'emplacement géographique de ces centres.
95. Il a souligné l'importance de la spécialisation de la formation dispensée par ces centres afin d'éviter la duplication des programmes de formation existants. Ils se sont interrogés sur l'existence d'un programme bien défini pour les centres STAR, spécifiquement adapté aux divers besoins des pays, compte tenu des variations des exigences en matière d'éducation et de formation d'un pays à l'autre.
96. Le président a invité le secrétariat de l'ASI à répondre aux interventions faites par les honorables représentants des pays membres.

97. L'équipe KMID, au nom du secrétariat de l'ASI, a répondu comme suit.
98. En réponse à l'intervention de l'honorable représentant de la République d'Ouganda, le secrétariat de l'ASI l'a remercié pour ses commentaires.
99. En réponse à l'intervention de l'honorable représentant de la République togolaise, le secrétariat de l'ASI a expliqué que les critères de sélection des centres STAR sont déterminés par les intérêts exprimés par les différents pays. Il a indiqué que le secrétariat de l'ASI présentait STAR-C depuis l'année dernière et qu'au fur et à mesure qu'il recevait l'intérêt de différents pays, il procédait aux formalités nécessaires à la création du centre.
100. En réponse à l'intervention de l'honorable représentant de la République du Niger, le secrétariat de l'ASI a fait part de son empressement à finaliser le protocole d'accord dans les plus brefs délais.
101. En réponse à l'intervention de l'honorable représentant de la République unie de Tanzanie, le secrétariat de l'ASI a exprimé son accord pour que tous les pays membres disposent de centres STAR. Il a indiqué que la création de ces centres se fait en plusieurs phases. D'ici 2023, l'objectif est de disposer de cinq centres, puis de dix en 2024 et de trente en 2026.
102. En réponse à l'intervention de l'honorable représentant de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, le secrétariat de l'ASI a souligné que le stockage était une priorité absolue pour lui. Il a mentionné ses travaux en cours dans le cadre du programme et son intention de se concentrer sur le renforcement des capacités. Le secrétariat de l'ASI a en outre déclaré que cette priorité serait maintenue pour les centres STAR d'Éthiopie et les autres centres STAR qui le souhaitent.
103. En réponse à l'intervention de l'honorable représentant de la République du Bénin, le secrétariat de l'ASI a précisé que la période de soutien était de deux ans au maximum. Il a expliqué qu'il fournissait un soutien pour une année au départ, comme indiqué dans le protocole d'accord. Si le pays a besoin d'une deuxième année, ils seront heureux de la soutenir également.
104. En réponse aux interventions des honorables représentants de la République de Djibouti et de la République du Malawi, le secrétariat de l'ASI a indiqué que les pays étaient encouragés à utiliser d'autres centres STAR. Le secrétariat de l'ASI a souligné que ces centres ont des spécialisations spécifiques telles que la formation, l'incubation ou les essais. En fonction de l'expertise requise, les pays sont encouragés à utiliser l'expertise disponible dans les centres de leur région.
105. En réponse aux interventions de l'Honorable représentant de la République de Madagascar, le Secrétariat de l'ASI s'est engagé à le guider tout au long du processus et à discuter longuement des étapes impliquées dans la création d'un Centre STAR. Le secrétariat de l'ASI a informé le comité qu'il avait déjà eu une réunion avec la République de Madagascar. Si des éclaircissements supplémentaires sont nécessaires, le secrétariat de l'ASI a accueilli favorablement les discussions en marge de la réunion du Comité régional.
106. En réponse aux interventions de l'honorable représentant du Burkina Faso, le secrétariat de l'ASI a déclaré qu'il s'agirait d'un centre national, la plupart des pays membres disposant de leur propre

centre national. En outre, il y aura quelques centres régionaux, en particulier dans les pays peu peuplés comme ceux du Pacifique. Ces centres régionaux seraient accessibles à plusieurs pays. En termes de fonctions, les différents pays donneraient la priorité à différents domaines, tandis qu'un centre dans une région pourrait se concentrer sur la formation, et le centre régional pourrait également faciliter l'échange de connaissances entre les centres.

107. La DG ASI a expliqué que les besoins varient d'un pays à l'autre. Par conséquent, un centre régional serait efficace s'il opérait dans une région où les besoins sont similaires. Chaque centre recevra des programmes initiaux, mais il est prévu qu'au fil du temps, le programme évoluera pour répondre aux besoins spécifiques de chaque pays.
108. Le président a remercié le secrétariat de l'ASI et le DG de l'ASI pour leurs remarques.
109. L'honorable représentant de la République de Guinée a exprimé le besoin d'une procédure claire, en particulier pour l'Afrique de l'Ouest, concernant les centres d'excellence existants soutenus par l'EEEOA. Ces centres forment déjà des personnes de différents niveaux de compétences dans des domaines tels que la formation aux données et la technologie solaire. L'orateur a demandé des éclaircissements sur la question de savoir si les diplômés des écoles techniques ou les professionnels déjà employés dans les entreprises de services publics fréquenteraient les centres de formation STAR-C. En outre, des membres du personnel des compagnies d'électricité travaillent sur les énergies renouvelables, et l'orateur s'est enquis de l'intégration de leur expertise sur le marché.
110. L'honorable représentant de la République fédérale du Nigeria s'est enquis des critères de sélection de l'emplacement géographique des centres STAR. En outre, ils ont suggéré d'utiliser des instituts de formation bien établis, comme celui mentionné en Guinée, plutôt que de construire de nouvelles institutions. La question portait sur la possibilité d'équiper les installations existantes pour l'objectif visé.
111. En réponse aux interventions des honorables représentants, le DG de l'ASI a expliqué que les critères d'établissement des centres STAR-C sont principalement basés sur la volonté du pays d'en avoir un. Par exemple, en Guinée ou dans les pays du pool énergétique de l'Afrique de l'Ouest où les institutions existantes sont disponibles, il n'y a peut-être pas besoin d'un centre supplémentaire, car STAR-C vise à créer des capacités là où il n'y en a pas actuellement.
112. Par conséquent, l'exigence essentielle est une manifestation d'intérêt (EOI) de la part du pays. Que le pays décide de construire le centre dans un lieu spécifique, comme le Nigeria, ou ailleurs, il lui appartient de présenter son dossier.
113. Le président a demandé au secrétariat de l'ASI d'en prendre note tout en exprimant sa gratitude aux honorables représentants des différents pays pour leurs contributions. Il a également remercié le secrétariat de l'ASI et le directeur général de l'ASI pour leurs commentaires.
114. Aucune autre intervention n'étant proposée, le président remercie le secrétariat de l'ASI et passe au point suivant de l'ordre du jour.

Point 6. Le SolarX Startup Challenge de l'ASI

115. Le président a présenté le point de l'ordre du jour sur le *SolarX Startup Challenge* de l'ASI et mentionne que le document de travail ISA/RAC.05/WD.06, contenant une mise à jour sur le défi, a été distribué à tous les membres du Comité par le Secrétariat de l'ASI.
116. Le président a expliqué que le *SolarX Startup Challenge* est une initiative mondiale conçue pour promouvoir le déploiement de l'énergie solaire par l'innovation, la collaboration et les partenariats. L'initiative vise à exploiter des solutions créatives pour stimuler le développement et la mise en œuvre de technologies solaires pour un avenir plus durable. Le défi a notamment suscité la participation de plus de 100 start-up actives dans le secteur de l'énergie solaire en Afrique, ce qui a permis d'annoncer les noms des vingt gagnants lors du sommet du G20 qui s'est tenu à Goa, en Inde.
117. Le président a ensuite demandé au secrétariat de l'ASI de fournir au comité régional une information sur le *SolarX Startup Challenge*.
118. Le DG de l'ASI, au nom du Secrétariat de l'ASI, a fait une présentation détaillée du *SolarX Startup Challenge* de l'ASI.
119. Il a donné un aperçu du *SolarX Startup Challenge*, qui a été approuvé lors de l'assemblée de l'année précédente et qui s'est concentré sur l'Afrique pour son premier défi. L'initiative a été lancée lors d'une conférence en Égypte, à la suite de laquelle un appel à candidatures a été lancé en décembre, la date limite étant fixée au mois de mars. Pour encourager les start-up basées en Afrique à participer, quatre programmes ont été menés à travers l'Afrique.
120. Il a souligné l'importance d'encourager davantage d'organisations africaines à développer des projets solaires, étant donné qu'un grand nombre de développeurs sont originaires d'autres parties du monde. L'appel à propositions couvrait dix domaines, avec jusqu'à deux start-up à sélectionner dans chaque catégorie. Sur les 180 candidatures reçues, 20 lauréats ont été annoncés en juillet. Il a informé le Comité que ces start-up suivront un camp d'entraînement afin d'améliorer leur capacité à attirer des financements, à établir des partenariats technologiques et à renforcer la présence de leur marque.
121. Le DG de l'ASI a souligné les défis posés par la sélection des lauréats et a annoncé les start-up lauréates de divers pays dans différentes catégories. Il a indiqué que les prochains ateliers d'accélération se concentreraient sur la levée de fonds et la création d'une image de marque, entre autres domaines clés. Ces initiatives visent à doter les entreprises sélectionnées de l'expertise nécessaire pour apporter des contributions significatives au continent et au-delà.
122. Il a également présenté des plans visant à étendre le *SolarX Startup Challenge* à d'autres régions, en demandant l'approbation de programmes similaires dans la région Asie-Pacifique l'année prochaine et dans la région Amérique latine et Caraïbes l'année suivante. Il a expliqué que cette rotation contribuerait à créer une demande dans toutes les régions pour les ressources et la fourniture d'électricité solaire.

123. Le président a invité les participants à formuler des commentaires et des interventions sur ce point de l'ordre du jour.
124. L'honorable représentant de la République d'Ouganda a demandé au DG de l'ASI de préciser ce qu'il entendait exactement lorsqu'il invitait le Comité à donner aux gagnants du *SolarX Startup Challenge* une "*Foot Stomping Reception*" (réception où l'on frappe du pied)".
125. En réponse à la demande de clarification de l'honorable représentant, le DG de l'ASI a expliqué qu'il souhaitait que les gagnants du *SolarX Start-up Challenge* soient encouragés et appréciés par une appréciation unanime, forte et retentissante de la part de tous.
126. Aucune autre intervention n'étant proposée, le président a remercié le DG, l'ASI et le secrétariat de l'ASI et a passé au point suivant de l'ordre du jour.

Point 7. La Facilité Solaire Mondiale de l'ASI

127. Le président présente le point suivant de l'ordre du jour, qui est une mise à jour sur la Facilité Solaire Mondiale de l'ASI. Le président note que le document de travail **ISA/RAC.05/WD.07**, contenant des informations et des mises à jour sur la Facilité Solaire Mondiale, a été distribué à tous les membres du Comité Régional par le Secrétariat de l'ASI.
128. La présidente a expliqué que la Facilité solaire mondiale de l'ASI est une initiative visant à répondre aux défis financiers auxquels sont confrontés les pays membres de l'ASI lors du déploiement de projets d'énergie solaire. Elle cherche à fournir des options de financement abordables et accessibles pour permettre aux pays d'adopter l'énergie solaire pour le développement durable. Initialement axée sur la région africaine, la facilité a pour objectif d'attirer des capitaux privés vers des marchés mal desservis en Afrique en offrant un soutien à l'atténuation des risques par le biais d'instruments de financement tels que les garanties de paiement et l'assurance. Le mécanisme comprend trois fonds : le fonds de garanties de paiement, le fonds d'assurance et le fonds d'investissement. Les projets en Afrique peuvent utiliser ces fonds pour acheter des garanties de paiement ou des primes d'assurance partielles.
129. Le président a ensuite invité le secrétariat de l'ASI à informer le comité régional des progrès réalisés dans l'opérationnalisation de la Facilité solaire mondiale.
130. Le DG de l'ASI, au nom du secrétariat de l'ASI, a fait une présentation détaillée de la Facilité solaire mondiale de l'ASI.
131. Le DG de l'ASI a présenté la Facilité solaire mondiale, approuvée lors de l'assemblée précédente, qui vise à créer la confiance des investisseurs dans les pays en développement, en commençant par l'Afrique. La facilité se compose de trois fonds : le fonds de garantie des paiements solaires, le fonds d'assurance solaire et le fonds d'investissement solaire.
132. Le fonds de garantie des paiements pour l'énergie solaire assure la confiance des investisseurs en garantissant des retours sur investissement même en cas de retard de paiement de la part des promoteurs. Le fonds d'assurance solaire, en partenariat avec l'Agence multilatérale de garantie des

investissements (AMGI), soutient les projets viables en subventionnant les paiements d'assurance.

133. Le fonds d'investissement solaire, financé par des capitaux à faible coût provenant de banques de pays développés, attire des investissements privés à des taux d'intérêt plus bas.
134. Les projets relevant de la Facilité solaire mondiale comprendraient également des applications solaires à petite échelle, notamment des pompes solaires, des toits, des établissements de santé et des systèmes de stockage de froid. Le financement initial comprend une subvention de 25 millions de dollars de l'Inde et des engagements initiaux pour un total d'environ 50 millions de dollars de la part d'autres donateurs. Lorsque le financement aura atteint 40 millions de dollars, des appels d'offres seront lancés pour qu'un gestionnaire d'investissement basé en Afrique soit chargé de superviser la facilité.
135. La structure de la facilité comprend une société mère et des fonds régionaux au sein de celle-ci. Un Comité Directeur mondial, composé de donateurs, supervise la société mère. Un conseil d'administration, dirigé par le directeur général de l'ASI et le directeur général de la Facilité solaire mondiale, gère les fonctions quotidiennes. La facilité prévoit un effet de levier d'environ sept, permettant un investissement d'environ 1 400 millions de dollars dans des projets solaires.
136. Le Luxembourg, les Pays-Bas, l'île Maurice, Singapour et la ville de GIFT en Inde sont autant d'options d'implantation pour l'établissement et ses fonds, en fonction d'avantages fiscaux favorables. La facilité vise à finaliser sa structure, son emplacement et le recrutement de son personnel d'ici octobre 2024.
137. Le DG de l'ASI, a exhorté les pays à contribuer, même par de petits montants, pour soutenir le lancement du fonds, en soulignant leur rôle en tant que propriétaires et membres du comité de pilotage. Il a sollicité des commentaires sur le plan et sa mise en œuvre.
138. Le président a invité les participants à formuler de brefs commentaires et à intervenir sur ce point de l'ordre du jour.
139. Le représentant de la République de l'Ouganda a félicité le directeur général d'avoir obtenu le fonds d'ancrage de 25 millions de dollars de l'Inde et les 15 millions de dollars supplémentaires promis par d'autres contributeurs. Il a pris acte du point soulevé par l'honorable ministre du Rwanda au sujet des contributions des pays membres. Se référant à la réussite de l'Ouganda avec une facilité similaire financée par la Banque mondiale, le représentant a suggéré d'examiner les contributions des pays membres dans ce forum.
140. Ils ont expliqué que l'Ouganda avait alloué des fonds à diverses organisations internationales telles que l'IRENA sur son budget pour les organismes internationaux. Ils ont estimé que si cette initiative était communiquée officiellement, elle pourrait obtenir un soutien dans leur pays. Le représentant a souligné le succès potentiel de la facilité, en particulier pour répondre aux problèmes de pouvoir d'achat des communautés rurales, et a encouragé d'autres pays à contribuer à ce fonds.
141. Le représentant de la République de Djibouti a exprimé sa gratitude au directeur général de l'ASI pour l'initiative de la Facilité solaire mondiale, soulignant son importance pour faciliter divers

investissements en Afrique en préparant des projets bancables et en fournissant les garanties nécessaires. Il a reconnu les partenariats existants avec des entités telles que l'AMGI, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la Banque européenne d'investissement, tout en soulignant les défis potentiels en matière d'efficacité et de délais de procédure dans le cadre du rôle de l'ASI.

142. Le représentant s'est inquiété du choix entre des discussions directes entre pays et investisseurs et l'implication de l'ASI en tant qu'intermédiaire, tout en soulignant la nécessité de discussions ouvertes entre les pays africains présents dans la salle, suggérant des contributions pour accélérer les opérations de la facilité et pour faciliter des discussions transparentes sur les différents projets et procédures.
143. En conclusion, ils ont souligné que de telles initiatives renforceraient l'organisation, en lui donnant un effet de levier supplémentaire et en améliorant son dynamisme, ses compétences et sa position internationale.
144. En réponse à la demande de clarification des honorables représentants, le DG a remercié le ministre pour ses préoccupations et a reconnu les défis liés aux relations existantes entre les pays membres et d'autres entités financières. Il a mis l'accent sur deux points clés qui font actuellement l'objet de discussions.
145. Tout d'abord, il a souligné que la Facilité solaire mondiale dispose de son propre mécanisme de prise de décision, indépendant des banques de développement, ce qui garantit un traitement plus rapide. Le gestionnaire d'investissement qui supervise le mécanisme est issu du secteur privé et est habitué à des processus décisionnels rapides. Le directeur général a cité l'exemple de *Mega*, qui a exécuté efficacement des projets au cours des six derniers mois, démontrant ainsi sa rapidité de réaction aux opportunités.
146. Deuxièmement, il a souligné l'importance de la disponibilité des ressources et a suggéré que les personnes intéressées par l'utilisation de la facilité paient une prime. Il a insisté sur le fait que les investisseurs ne devraient pas recevoir de garanties sans y contribuer, ce qui leur permettrait de valoriser leurs investissements. Le directeur général a proposé la création d'un mécanisme auquel les investisseurs participeraient activement, ce qui augmenterait la valeur de leurs investissements. Il a estimé qu'une fois que les investisseurs auraient constaté les avantages d'une participation active, les flux de fonds suivraient naturellement. Le directeur général a encouragé un débat ouvert afin d'affiner ces points et de faciliter le bon fonctionnement du mécanisme.
147. Le représentant de la République de Gambie a exprimé sa gratitude à l'ASI pour l'organisation de la réunion et a remercié le gouvernement du Rwanda pour son accueil et sa chaleureuse hospitalité.
148. En ce qui concerne les contributions des membres à l'Alliance pour la Facilité solaire mondiale, le représentant a proposé un processus formalisé. Selon lui, il ne faut pas se contenter de les consigner dans des rapports, mais aller plus loin. Elle a suggéré qu'une lettre soit adressée aux pays membres par l'intermédiaire de leurs ambassades respectives en Inde, avec copie au ministre des affaires étrangères. Cette communication serait ensuite transmise aux ministères de l'énergie, puis au cabinet pour discussion. Après les délibérations du cabinet, la question serait soumise à l'Assemblée

nationale pour approbation. Selon elle, cette approche garantirait la contribution des pays membres à l'initiative.

149. Aucune autre intervention n'étant proposée, le président a remercié le DG de l'ASI et le secrétariat de l'ASI et a passé au point suivant de l'ordre du jour.

Point 8. La stratégie d'engagement du secteur privé de l'ASI

150. Le président a présenté le point suivant de l'ordre du jour, à savoir l'actualisation de la stratégie d'engagement du secteur privé de l'ASI. Il a informé le Comité que le document de travail **ISA/RAC.05/WD.08**, contenant des détails sur l'avancement de la stratégie, avait été distribué à tous les membres du Comité régional par le Secrétariat de l'ASI.
151. Le président a souligné le rôle important que joue le secteur privé dans la promotion de l'adoption de solutions d'énergie solaire. Pour atteindre les objectifs mondiaux de transition énergétique et les objectifs "Net Zero", il est essentiel d'encourager l'augmentation des investissements du secteur privé, en particulier dans les pays en développement. Le président a souligné que la cinquième session de l'Assemblée de l'ASI avait approuvé la stratégie d'engagement du secteur privé, visant à accélérer la croissance de l'industrie solaire dans tous les pays membres de l'ASI.
152. Le président a ensuite demandé au secrétariat de l'ASI de fournir au comité un compte rendu des progrès réalisés dans l'avancement de la stratégie d'engagement du secteur privé.
153. Le directeur général de l'ASI a déclaré qu'en mettant en œuvre des stratégies efficaces pour impliquer le secteur privé, de nouvelles possibilités pourraient être ouvertes, des investissements pourraient être attirés et le déploiement mondial de l'énergie solaire pourrait être accéléré. Le DG de l'ASI a encouragé les efforts de collaboration entre les secteurs public et privé pour créer un avenir durable.
154. Le secrétariat de l'ASI a fait une présentation détaillée de la stratégie d'engagement du secteur privé de l'ASI.
155. Le président a invité les participants à formuler des commentaires et des interventions sur ce point de l'ordre du jour.
156. L'honorable représentant de la République fédérale démocratique d'Éthiopie a exprimé sa gratitude pour l'aperçu concis de la stratégie d'engagement du secteur privé. Il s'est étendu sur les progrès accomplis, soulignant les mesures spécifiques prises pour renforcer la participation du secteur privé dans le secteur de l'énergie. Il a reconnu la capacité énergétique limitée de l'Éthiopie et la lenteur des progrès en matière de production en raison du monopole gouvernemental dans la production, la transmission et la distribution de l'électricité. Pour remédier à ce problème, l'Éthiopie a révisé sa politique énergétique, ouvrant la voie à la participation du secteur privé dans l'ensemble du processus énergétique.
157. En outre, l'Éthiopie a mis en place un programme de partenariat public-privé et a révisé sa politique d'investissement, créant ainsi un environnement propice à l'engagement du secteur privé, non

seulement dans le secteur de l'énergie, mais aussi dans les activités de développement en général. Ils ont souligné leurs efforts pour encourager la fabrication et l'assemblage de panneaux solaires, dans le but d'élargir la portée de l'engagement du secteur privé.

158. L'honorable représentant du Burkina Faso a exprimé sa gratitude pour la présentation du secrétariat de l'ASI. Il a noté que la stratégie semblait se concentrer sur la production et la transmission sans mentionner spécifiquement l'implication du secteur privé dans ces aspects. Il a demandé des précisions sur la manière dont le secteur privé pourrait être impliqué dans la production, la transmission et la distribution de l'énergie à la population.

159. En réponse à la demande de clarification des honorables représentants, le DG a expliqué que le groupe consultatif des entreprises se compose de trois éléments. La première implique les développeurs qui s'occupent de la production d'énergie, la deuxième implique les fabricants responsables de la production de modules solaires, et la troisième comprend les financiers qui investissent dans ces initiatives. Toutefois, il a précisé que les efforts ne s'étendent pas aux aspects liés à la transmission ou à la distribution.

160. Le président a passé au point suivant de l'ordre du jour.

Point 9. Préparatifs de la sixième réunion du comité régional de l'ASI pour la région Afrique

161. Le président a présenté le point suivant de l'ordre du jour, qui concerne les préparatifs de la sixième réunion du comité régional de l'ASI pour la région Afrique. Le président a souligné l'importance des réunions du comité régional en tant que plateforme cruciale pour les pays afin d'aligner leurs objectifs de développement durable, en particulier en ce qui concerne la transition vers l'énergie propre.

162. Le président a demandé aux honorables membres du comité régional d'apporter leur soutien au secrétariat de l'ASI pour l'organisation des futures réunions du comité régional. Il a souligné qu'un tel soutien soulignerait leur engagement à lutter contre le changement climatique par la promotion des énergies propres.

163. Le président conclut en invitant les honorables membres à faire part de leurs commentaires sur l'accueil de la sixième réunion du comité régional de l'ASI pour la région Afrique au mois d'août en 2024.

164. L'honorable représentant de la République de Côte d'Ivoire a exprimé sa gratitude envers la République du Rwanda pour avoir accueilli l'événement et a reconnu les progrès significatifs réalisés dans le cadre de l'Alliance Solaire Internationale (ASI). Il a fait part de l'approbation du ministre des mines et de l'énergie et a proposé que la prochaine assemblée se tienne en Côte d'Ivoire.

165. Le président a salué l'initiative prise par la République de Côte d'Ivoire d'accueillir la prochaine session de l'Assemblée de l'ASI. Il a ensuite abordé le point suivant de l'ordre du jour.

Point 10. Interventions des pays membres

166. Le Président a reconnu que la plupart des commentaires et des interventions ont été reçus des pays membres au cours des travaux de ce Comité régional.
167. Il a demandé qu'en l'absence d'autres interventions, il a passé au point suivant de l'ordre du jour.

Point 11. Questions diverses

168. Le président a invité les honorables membres à soulever toute autre question d'importance urgente à soumettre à l'examen du Comité ou de l'Assemblée générale de l'ASI.
169. En l'absence d'interventions, le président a passé au point suivant de l'ordre du jour.

Point 12. Clôture de la réunion

170. Le président a félicité le secrétariat de l'ASI au nom des membres du comité régional pour la région Afrique. Ils ont apprécié les efforts déployés par le secrétariat pour faciliter un engagement régional efficace et se sont réjouis de la poursuite de l'avancement de ces mécanismes. Les points focaux nationaux de la région Afrique ont été remerciés pour leur collaboration avec le secrétariat de l'ASI dans le cadre d'initiatives importantes et pour avoir facilité la réunion.
171. Le président a noté que la cinquième réunion du comité régional de la région Afrique avait été très productive. Des discussions approfondies ont eu lieu sur diverses initiatives de l'ASI ayant un immense potentiel pour façonner l'avenir du secteur mondial de l'énergie solaire. Ils ont sincèrement remercié tous les honorables membres du Comité régional, les représentants des organisations partenaires de l'ASI et les invités spéciaux pour leur participation et leurs contributions.
172. Il a souligné le rôle de l'ASI en Afrique, qui témoigne de la puissance de la collaboration internationale et constitue une étape essentielle vers le développement durable. Ils ont souligné l'engagement de l'ASI à catalyser la transition vers l'énergie propre dans toute la région en déployant des solutions d'énergie solaire. Les neuf programmes complets de l'ASI couvrant des secteurs tels que l'agriculture, la santé, les transports, le stockage et l'hydrogène propre ont été mentionnés, tous visant à maximiser le potentiel de l'énergie solaire. Diverses initiatives introduites par l'ASI pour faire avancer sa mission ont également été reconnues.
173. Le DG de l'ASI a remercié le président pour la conduite de la réunion.
174. La cinquième réunion du Comité régional de la région Afrique est déclarée terminée.
